

## SOMMAIRE

L'édito de Thomas Veillet .....	1
Introduction .....	2
Conférence de Paris sur le climat (COP21) : objectif atteint ? .....	3
Tour d'horizon de l'investissement durable .....	4
Des standards plus ou moins contraignants .....	7
La durabilité présente plus d'avantages que d'inconvénients .....	8
Deux exemples d'initiatives dans le domaine de l'investissement durable .....	10
La définition : inclusion financière ....	11
Délice «vert», l'Inde s'éveille aux produits bios grâce à un pionnier engagé .....	12
Les villes intelligentes .....	14
Automobiles et énergies : le futur sera électrique .....	15
Développement durable dans le monde du vin : un bref état des lieux .....	17
Le développement durable dans l'assiette .....	19



Thomas Veillet  
Fondateur du site Investir.ch

## L'ÉDITO DE THOMAS VEILLET

### Déjà dix ans et ce n'est pas fini !

Il y a 10 ans ou presque, je me suis levé un matin en me disant que l'on pouvait parler de finance avec un ton plus léger, en vulgarisant un peu plus, en étant un peu plus « outside the box », tout en expliquant au lecteur que la finance, ça peut aussi être plus léger et plus « fun ».

Aujourd'hui, dix ans ont passé, une montagne de cheveux gris se sont greffés sur mon crâne.

À l'époque le *Morningbull* s'est transformé en **Investir.ch** et depuis quelques mois est arrivé

**Investir-Funds**, une autre manière d'approcher le monde des fonds d'investissements. Les années à venir sont prometteuses et devraient permettre aux deux sites de ne faire qu'un.

---

*Une chose est sûre, c'est que l'aventure  
ne s'arrête pas là !*

---

En attendant, les développements se poursuivent, à l'image de cette newsletter dont vous tenez le 1<sup>er</sup> numéro entre vos mains. Nous espérons que vous en trouverez la lecture agréable et instructive.

Une chose est sûre, c'est que l'aventure ne s'arrête pas là et la collaboration entre les deux sites est promise à un avenir durable. Restez connectés et vous verrez !

En guise de conclusion, j'aimerais remercier toutes les personnes qui ont rendu possible la parution de cette Lettre, l'équipe d'Investir-Funds mais également les sociétés de gestion qui vous y font part de leur expertise, ainsi que les autres intervenants qui nous ont consacré une partie de leur temps afin de rendre concret ce projet.

Très bonne lecture à tous !

## INTRODUCTION : UN MONDE EN MUTATION

Petit à petit, différentes facettes d'un concept encore un peu flou ont commencé à influencer notre vie quotidienne. On a abandonné la célèbre pâte à tartiner à l'huile de palme sur les tartines du petit déjeuner, on a commencé à regarder de plus près l'offre de produits labellisés *bio* ou *responsable* au supermarché. On s'est dit qu'en attendant d'avoir les moyens de se payer une voiture électrique, on pourrait se remettre au vélo pour ses déplacements urbains. On a envisagé d'installer des panneaux solaires sur le toit de la maison et on a trouvé cette application qui permet de gérer au mieux le chauffage depuis son smartphone.

---

*On a développé ce qui  
ressemble à une forme de  
conscience ESG*

---

On a également constaté qu'on n'était pas le seul à estimer que les salaires des dirigeants de certaines multinationales étaient excessifs. On a également pensé qu'il serait logique que telle autre société prenne mieux en compte les intérêts des populations locales de certains pays. Peut-être même lors d'une discussion entre collègues a-t-on trouvé logique que le fonds de pension de la société n'investisse pas dans des sociétés produisant des armes ou polluant la planète. Bref, on a petit à petit développé ce qui ressemble à une forme de conscience ESG (pour **E**nvironnement, **S**ocial et **G**ouvernance). Cette prise de conscience est le reflet d'une mutation profonde de la société qui affectera tous les secteurs d'activité dans les années à venir.

Au niveau du secteur financier, on assiste déjà à l'émergence d'un nombre croissant de produits labellisés ESG. Plusieurs études indiquent que, dans les années à venir, le transfert intergénérationnel de richesses – estimé à environ 30 trillions de dollars – amplifiera fortement cette tendance. Les nouveaux épargnants seront des jeunes (les fameux *Millenials*) mais aussi de plus en plus des femmes. Ces deux groupes de population ont comme caractéristique d'avoir une conscience ESG plus forte que la moyenne, ainsi qu'un désir d'influer sur

la marche du monde à travers leurs choix d'investissements.

Une approche ESG en finance existe déjà parmi nombre d'acteurs institutionnels, qu'il s'agisse de caisses de pension, de fonds souverains ou de fondations. Leur implication devrait aller croissante dans ce domaine. Par contre l'investisseur particulier était jusqu'à présent tenu à l'écart de cette évolution. Le signe d'un changement majeur à ce niveau est, à nos yeux, le fait qu'une société comme Morningstar intègre dorénavant un rating ESG pour les fonds de placement. En parallèle, MSCI a développé une offre similaire.

---

*L'investisseur particulier  
pourra exprimer ses  
préférences éthiques à  
travers sa sélection de  
véhicules d'investissement  
labélisés ESG*

---

Ces nouveaux outils seront bien évidemment fort utiles aux professionnels de l'investissement. Mais la véritable révolution va plus loin encore. Aux Etats-Unis par exemple, les particuliers sont habitués à gérer - seuls ou avec l'aide d'un conseiller – leur épargne pension. Ces petits investisseurs auront désormais à leur disposition un outil leur indiquant si leurs investissements répondent à leurs critères ESG, à travers de simples scores interprétables par tout un chacun.

L'investisseur particulier aura dès lors un moyen d'exprimer ses préférences éthiques à travers sa sélection de véhicules d'investissement. Ces derniers monteront en puissance au fil du temps et leurs gestionnaires feront entendre leur voix auprès des dirigeants des sociétés détenues en portefeuille. Une révolution est bel et bien en devenir et les différents articles de cette **L**ettre, écrits par des professionnels du secteur, devraient vous en convaincre. **L**



## CONFÉRENCE DE PARIS SUR LE CLIMAT (COP21) : OBJECTIF ATTEINT ?

Auteur : ZKB

En décembre dernier, les participants au sommet de Paris pouvaient déjà nous dire ce que nous affirme aujourd'hui notre navigateur: « *vous avez atteint votre destination !* » La conférence sur le climat se termina par un accord et fut ainsi un succès – notamment par rapport à la conférence de Copenhague. Le niveau d'ambition a même été revu : au lieu de confirmer un objectif de réchauffement de « seulement » 2°C, le document présente un objectif d'1,5°C et les participants ont confirmé par écrit l'urgence de la situation.

Le financement des mesures dans les pays en voie de développement doit en outre être renforcé. Une vérification régulière devrait garantir que les États respectent leurs objectifs.

### Aperçu des points les plus importants de l'accord

1. Premier accord mondial sur le climat contraignant signé par 196 parties (Kyoto ne fut signé que par les pays industrialisés)
2. Des efforts sont nécessaires afin que l'augmentation de température depuis la révolution industrielle reste nettement sous les 2°C (1,5°C fut explicitement cité comme objectif souhaitable).
3. Les émissions de gaz à effet de serre (GES) doivent tendre vers zéro à partir de 2050 (compte tenu de mesures de compensation telles que le reboisement ou le captage et stockage du carbone)
4. 188 États ont introduit des plans volontaires de réduction des GES avant la conférence
5. La première vérification des INDC (contributions nationales des États) doit avoir lieu en 2023 puis tous les cinq ans.
6. Une aide financière de USD 100 Mrds par an à partir de 2020 pour les pays en voie de développement fut confirmée et un nouveau montant (supérieur à USD 100 Mrds) doit être défini d'ici 2025.

L'objectif de réduction des émissions de GES à un niveau quasiment nul dès 2050 est également un défi pour la

Suisse. Les importations d'énergie (surtout les sources d'énergie fossiles mais aussi les combustibles nucléaires) représentaient près de 77% de la consommation d'énergie en 2014. Ainsi la Suisse va devoir renforcer ses efforts en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

---

*Il manque encore des  
mesures concrètes pour  
atteindre les ambitieux  
objectifs fixés*

---

### Ce qui n'est pas dans l'accord

L'introduction d'un prix global du CO<sub>2</sub> n'est pas mentionné dans l'accord, alors qu'il avait été demandé par différents scientifiques, entreprises et politiques. Ce prix aurait donné à l'économie un signal bien plus fort et ferait avancer bien plus rapidement la réduction de l'utilisation des énergies fossiles ou décarbonisation. Les émissions des transports aériens et maritimes ne sont pas non plus incluses, alors même qu'elles continuent d'augmenter. Enfin il manque encore des mesures concrètes pour atteindre les ambitieux objectifs fixés. Les réductions volontaires de GES décidées par les pays sont loin d'être suffisantes. Abaisser cet écart entre les

revendications et la réalité sera le défi des prochaines négociations.

## Le rôle des investissements respectueux du climat

Le bilan est globalement positif et la reconnaissance du changement climatique a conduit à des progrès et à la mise en place d'un protocole. Outre les États, le défi est également lancé pour les entreprises. Pour les institutions financières par exemple, les aspects environnementaux sont pris en compte lors de l'octroi de crédits. Il faut aussi remettre en question les investissements et leurs risques.

Comme le montre une étude de l'Office fédéral de l'environnement, les émissions de gaz à effet de serre dont les caisses de pension suisses sont coresponsables par leurs investissements sont non-négligeables. Les investisseurs devraient désormais être transparents et publier les émissions de CO<sub>2</sub> qu'ils cofinancent. En

France les investisseurs institutionnels vont être obligés de publier ces chiffres à partir de 2017.

---

### *L'empreinte carbone des fonds va de facto devenir un standard pour les gestionnaires d'actifs européens*

---

L'empreinte carbone des fonds va *de facto* devenir un standard pour les gestionnaires d'actifs européens. Et grâce au Montreal Pledge, d'autres gestionnaires d'actifs et propriétaires d'actifs se sont engagés à un principe de transparence dans ce domaine. Des produits avec une faible empreinte carbone sont déjà disponibles sur le marché. Il s'agit, en plus de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, de remodeler l'économie dans son ensemble pour un futur moins consommateur de CO<sub>2</sub>. Sur ce dernier point, il reste de nombreuses opportunités. **L**



Michael Baldinger

## TOUR D'HORIZON DE L'INVESTISSEMENT DURABLE

*Auteur : Michael Baldinger, CEO, RobecoSAM, Zurich*

Avec des taux de croissance élevés en Suisse et dans le reste de l'Europe, l'investissement durable se rapproche visiblement des placements traditionnels. C'est le résultat avant tout de la fonction de contrôle du risque et du fait qu'il est désormais possible d'intégrer des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans toutes les classes d'actifs.

Le total des encours gérés selon des principes de durabilité vient de franchir la barre des 21,4 billions de dollars US, soit 30,2% de la fortune gérée de façon professionnelle à travers le monde. D'après une récente étude de la *Global Sustainable Investment Alliance* (GSIA), les concepts d'investissement sont très variés. Les facteurs ESG sont généralement intégrés au processus

d'investissement. Les données relatives à l'environnement, à la responsabilité sociale et à la régie d'entreprise viennent enrichir et élargir l'analyse financière traditionnelle pour déboucher sur un choix mieux informé.

## Intégrer les facteurs ESG dans toutes les classes d'actifs...

Cette intégration est désormais possible quelle que soit la classe d'actifs : actions, obligations, immobilier, private equity et même hedge funds. La démarche reste la même : combiner l'analyse financière classique et les données ESG permet une évaluation plus complète des principaux facteurs favorisant ou entravant la croissance d'une entreprise.

### ... pour les actions, y compris avec une démarche best-in-class

Concrètement, chaque entreprise est soumise à une analyse systématique de ses performances dans les différents facteurs ESG pesant sur ses finances. Il s'agit par exemple de la gestion des approvisionnements, de l'efficacité des ressources ou de la gestion du risque et de la gestion de crise. Ces facteurs pèsent plus ou moins lourd en fonction du secteur : une banque et une entreprise industrielle ne sont pas confrontées aux mêmes défis en matière de durabilité.

Autre option de la gestion de fortune durable, l'approche best-in-class a le vent en poupe, surtout en Suisse. Elle consiste à investir indépendamment du secteur, mais uniquement dans les entreprises les mieux classées par leurs performances en durabilité.

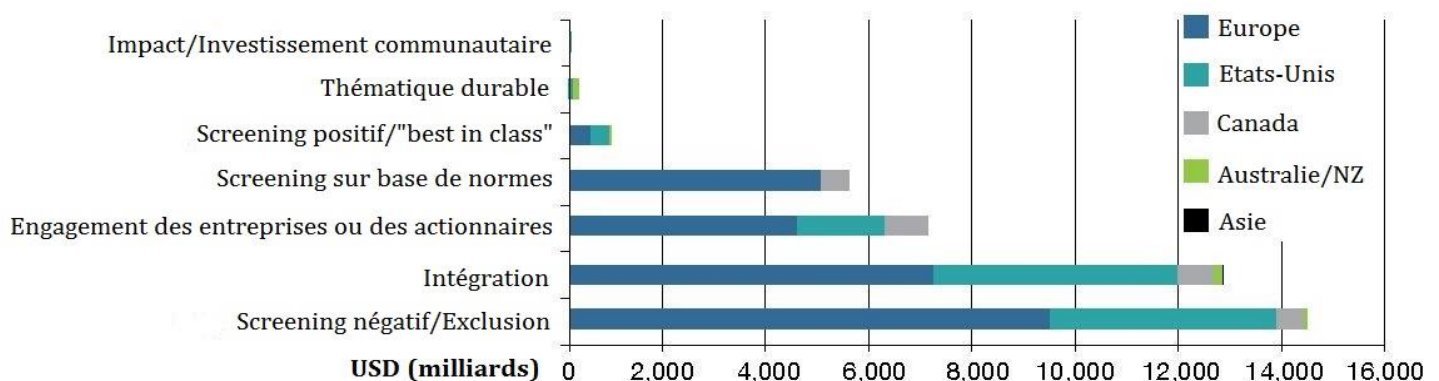
## L'approche best-in-class a le vent en poupe, surtout en Suisse

Ces entreprises s'assurent un avantage vital sur la concurrence grâce à des techniques ou des produits innovants en intégrant les facteurs environnementaux à un stade précoce de leur stratégie et en anticipant ainsi sur les évolutions.

### ... et les obligations, privées ou souveraines.

L'intégration des facteurs ESG s'applique aussi aux titres à revenu fixe. La démarche d'évaluation des emprunts d'entreprise n'est pas fondamentalement différente de celle des actions, même si les critères liés au risque y sont sans doute plus fortement pondérés. Il est également possible de noter les indicateurs ESG au niveau d'un pays : la pyramide des âges, le niveau d'instruction, les soins de santé et les infrastructures énergétiques sont autant de facteurs qui renseignent sur la stabilité financière d'un État et complètent les informations essentielles pour les prévisions. La stabilité politique et l'égalité de tous devant la loi sont d'autres facteurs essentiels.

### Le marché mondial de l'investissement durable



Source : 2014 Global Sustainable Investment Review

## Le marché suisse en chiffres

Le rapport 2015 sur l'investissement durable publié récemment par le *Forum Nachhaltige Geldanlagen* (FNG) montre une progression toutes stratégies confondues : cette hausse est particulièrement marquée pour le screening sur normes (+76%), l'*impact investing* (+68%), l'exercice du droit de vote (+60%) et l'engagement (+58%). Elle est plus modeste pour l'intégration des facteurs ESG et la démarche best-in-class, mais ces stratégies sont déjà bien ancrées sur le marché, avec 25 et 34 milliards CHF environ respectivement. La croissance de l'investissement durable en Suisse est surtout le fait d'investisseurs professionnels : leur part a atteint 63%, soit 4% de plus que l'an dernier. Dans son ensemble, le marché de l'investissement durable en Suisse progresse de 26%, avec un volume d'actifs sous gestion atteignant 71,3 milliards CHF.

---

*Le marché de  
l'investissement durable  
en Suisse progresse de  
26%, atteignant 71,3  
milliards CHF*

---

## Critères d'exclusion et désinvestissement

Une autre forme d'investissement durable consiste à appliquer des critères d'exclusion, comme le fait par exemple la Banque nationale suisse (BNS). Il s'agit d'isoler les entreprises en fonction de critères personnalisés, souvent d'ordre éthique, afin de les écarter de la recherche d'investissement.

Ces derniers temps, les critères d'exclusion ont souvent porté sur les énergies non renouvelables (*fossil fuel divestments*).

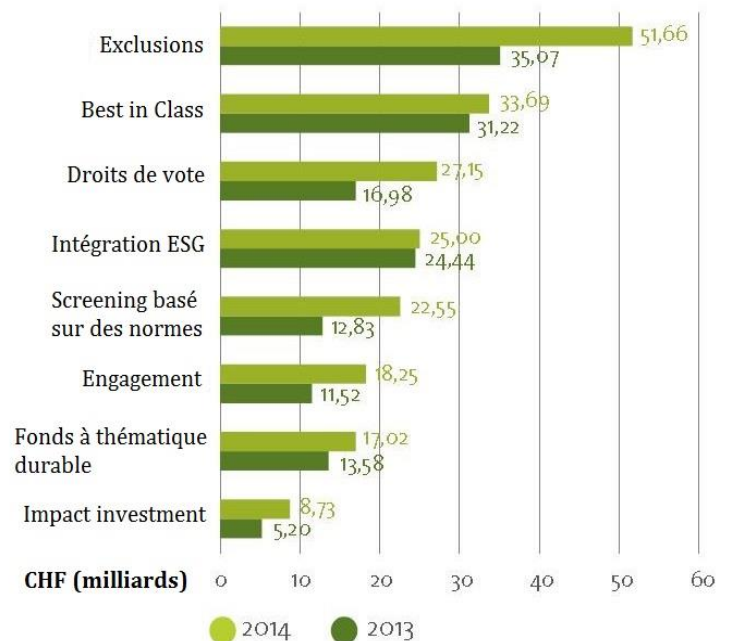
Parmi les investisseurs réputés refusant d'investir dans les énergies fossiles, on peut citer les Rockefeller ou la fondation de l'université Stanford, en Californie. D'après la GSIA, les investissements avec critères d'exclusion ont

augmenté de 74% entre 2012 et 2014, pour atteindre 14,4 milliards USD. C'est, en Suisse, la forme de gestion durable qui a la préférence des investisseurs, avec quelque 52 milliards CHF d'actifs.

## Mesurer l'influence de son investissement : l'impact investing

Plus largement, les investisseurs plébiscitent l'*impact investing*, longtemps resté cantonné à certaines classes d'actifs comme le private equity ou le financement de projets. Cette stratégie consiste à quantifier l'impact d'un portefeuille donné sur l'environnement et la société. Cet impact peut alors être renforcé de façon ciblée en fonction des attentes de l'investisseur. Il s'agit concrètement d'investir dans une entreprise ou une stratégie mettant en avant un aspect particulier (refus du travail des enfants, par exemple, ou promotion de la diversité) sans pour autant négliger les rendements.

### Le marché suisse de l'investissement durable



Source : *Forum Nachhaltige Geldanlagen*

Les investisseurs institutionnels étaient jusqu'à présent confrontés à un problème : ce type d'investissement n'était pratiquement disponible que pour les solutions de private equity.

---

*Le savoir-faire suisse  
confère un avantage  
concurrentiel à la place  
financière*

---

Des gérants de fortune spécialisés se sont donc attelés à la tâche et on assiste depuis peu à une multiplication des solutions dans le domaine des actions et des obligations d'entreprises.

## L'investissement durable, avantage concurrentiel pour la place financière suisse

L'investissement durable reste un marché niche, qui ne représente aujourd'hui qu'environ 4% de l'ensemble de l'investissement en Suisse. Mais les prévisions et les chiffres du marché suisse et mondial montrent que ce domaine présente d'intéressantes perspectives de croissance.

Le savoir-faire déjà présent dans le pays, avec ses nombreux prestataires bien établis, a de quoi conférer un avantage concurrentiel à la place financière suisse. **L**

## DES STANDARDS PLUS OU MOINS CONTRAIGNANTS

Les *Principles for Responsible Investment* des Nations Unies lancés en 2006 à l'initiative de Kofi Annan, Secrétaire-Général de l'ONU, reposaient sur un groupe de moins de 100 personnes. En 10 ans, le succès a été au rendez-vous et l'on dénombre aujourd'hui 1380 signataires (dont 65 entités suisses) supervisant globalement 59 trillions de dollars.

Au nombre de 6, les Principes sont :

1. Intégrer les critères ESG à l'analyse et à la décision d'investissement.
2. Etre un actionnaire actif.
3. Demander une transparence ESG aux sociétés détenues.

4. Promouvoir les critères ESG dans le monde de la gestion d'actifs.
5. Collaborer afin d'augmenter l'impact.
6. Publier son activité ESG et les progrès réalisés.

On constatera qu'aucun de ces principes n'impose d'exclusion, contrairement à l'approche retenue par la Fondation Ethos, qui regroupe à travers la Suisse 215 membres gérant au total plus de 200 milliards de francs.

Les critères appliqués sont ici beaucoup plus restrictifs puisqu'ils imposent d'exclure des portefeuilles les activités liées à l'armement, au tabac, au nucléaire, aux jeux de hasard, à la pornographie et aux OGM (organismes génétiquement modifiés) pour peu que le total de celles-ci représente plus de 5% du chiffre d'affaires ou des revenus d'une société.



## LA DURABILITÉ PRÉSENTE PLUS D'AVANTAGES QUE D'INCONVÉNIENTS

Auteur : Banque J. Safra Sarasin

Notre étude de rendement de portefeuilles indiciels composés d'investissements durables montre que les principaux indices de référence peuvent être reproduits très efficacement. En réalité, l'adoption d'une approche sélective permet d'obtenir des rendements supérieurs.

### Première étape de l'analyse des entreprises: le diagnostic de durabilité

La première étape de notre processus d'investissement consiste à analyser l'industrie dans laquelle l'entreprise en question évolue, afin d'identifier les principaux facteurs durables et financiers de réussite dans ce secteur en particulier. Ces données nous servent de point de départ pour la prochaine étape, qui consiste en une analyse approfondie de la durabilité de l'entreprise.

---

*Toute discussion  
stratégique est impossible  
sans une bonne  
compréhension de la  
façon dont l'entreprise  
s'intègre dans la société et  
l'environnement*

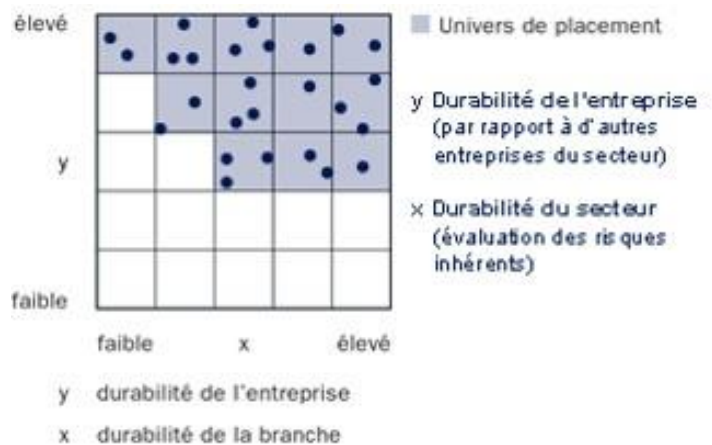
---

Nous croyons que toute discussion stratégique à propos de réussite commerciale est impossible sans une bonne compréhension de la façon dont l'entreprise s'intègre dans la société et l'environnement, ainsi que de sa structure actionnariale et de gouvernance.

Aucun secteur n'est à l'abri des importants changements sociaux et environnementaux actuellement à l'œuvre dans le monde. Dans le cadre de notre analyse de durabilité, nous quantifions les facteurs précédemment identifiés à l'aide d'une méthode de pondération spécifique à chaque

industrie. Le résultat de cette analyse donne une note de durabilité pour chaque entreprise, laquelle est ensuite reportée sur notre matrice de durabilité propriétaire Banque J. Safra Sarasin.

### Matrice de durabilité Banque J. Safra Sarasin



Source : Banque J. Safra Sarasin

### Les caractéristiques des portefeuilles indiciels durables sont similaires à celles des indices de référence

Ce processus nous permet de réduire un vaste univers d'investissement à un nombre gérable de titres avec un potentiel de développement supérieur à moyen terme, ou présentant un profil de risque plus attractif.



Nous sommes souvent interrogés sur notre méthodologie : est-ce que le fait d'exclure les entreprises non durables ne limite pas les possibilités d'investissements qui s'offrent à nous ?

Afin de répondre à cette question, nous avons préparé un portefeuille indiciel hypothétique pour les principales régions - Suisse, Europe et Monde - ne comprenant que les titres que nous estimons durables. À cette fin, tout écart de secteur, devise et pays par rapport à l'indice de référence est réduit au minimum.

Nous tentons également de reproduire le plus fidèlement possible l'indice du point de vue capitalisation et valorisation. Nous qualifions ces portefeuilles de « bêta durable » (*sustainable beta*).

#### **Suisse: le portefeuille durable surperforme le SPI**



Source : Bloomberg, banque J. Safra Sarasin

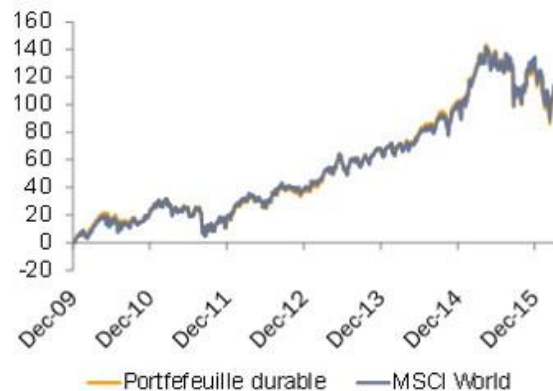
#### **Europe: rendement constant**



Source : Bloomberg, banque J. Safra Sarasin

Nos recherches montrent que les portefeuilles construits selon cette approche reproduisent très fidèlement les indices de référence. Ces portefeuilles sont hautement diversifiés et suivent les mouvements du marché. Les erreurs moyennes de suivi, c.-à-d. les écarts statistiquement mesurés par rapport à l'indice, sont de 1 %, 1,2 % et 1,4 % respectivement pour le portefeuille global, le portefeuille européen et le portefeuille suisse. Cela démontre que la limitation engendrée par notre filtre de durabilité est négligeable.

#### **Les portefeuilles globaux se suivent étroitement**



Source : Bloomberg, banque J. Safra Sarasin

#### **La durabilité offre des rendements supérieurs**

Les portefeuilles indiciels durables reproduisent non seulement les indices de référence applicables, mais peuvent également offrir des rendements supérieurs. Les graphiques précédents montrent que les portefeuilles pour l'Europe et la Suisse ont surpassé l'indice de référence au cours des cinq dernières années. Ce rendement supérieur a été réalisé aussi bien sur les marchés à la hausse que sur les marchés à la baisse. L'analyse du rendement montre que la principale raison de ce résultat réside dans une sélection judicieuse des titres. Ces investissements représentent ainsi une source indépendante de rendements supplémentaires que nous, investisseurs durables, pouvons exploiter au bénéfice de nos clients. La durabilité offre donc une base solide sur laquelle construire nos portefeuilles d'investissement. Ces observations peuvent également être mises à profit afin d'identifier de meilleures opportunités d'investissement.

L

## DEUX EXEMPLES D'INITIATIVES DANS LE DOMAINE DE L'INVESTISSEMENT DURABLE

### Le fonds souverain norvégien

Depuis sa création, le fonds se caractérise par sa politique en matière de transparence. La volonté du gouvernement norvégien d'adopter des codes de conduite a poussé le pays à collaborer aux travaux menés par le FMI et qui donneront lieu à l'adoption en 2008 du premier code de bonnes pratiques des fonds souverains (principes de Santiago). En 2004, le fonds se dote d'un Conseil de l'éthique (nommé sur proposition du Ministère des Finances), chargé d'examiner en détail l'activité des sociétés dans lesquelles le fonds investit. L'exclusion vise principalement les secteurs du tabac et de l'armement mais aussi toute compagnie violant les droits humains ou impliquant des destructions environnementales.

Dans le rapport de 2015, le management du fonds avait décidé de se focaliser sur trois thèmes principaux : les droits des enfants, les changements climatiques et la problématique de l'eau. Les principes appliqués découlent d'une série de règles éditées par des organisations comme l'OCDE et les Nations Unies. Les sujets ont trait à la gouvernance des entreprises et leurs activités qui affectent l'environnement naturel comme social.

Ces thèmes ne sont pas nouveaux pour le fonds: l'analyse du droit des enfants dans le monde du travail (suivant les *United Nations Guiding Principles*) date de 2008. La problématique de l'eau ainsi que celle du changement climatique datent de 2010.

Cet effort s'exprime par un engagement en collaboration avec plusieurs partenaires, à l'image de l'expression de nouveaux standards concernant les émissions engendrées par les industries du pétrole, du gaz ou du charbon étudiées par le World Resources Institute. Dans le domaine de la gouvernance, le fonds a été l'un des principaux sponsors de l'Asian Corporate Governance Association mais aussi de l'African Governance Network.

Ce processus n'est pas statique car le fonds révisé régulièrement les objectifs fixés. Pour que la vision soit complète les experts internes ainsi que les gestionnaires du fonds s'associent régulièrement avec des universités, des ONG, des analystes externes ainsi que les organes de direction des sociétés détenues en portefeuille. Le tableau ci-dessous résume les thèmes prioritaires développés en 2015.

Thème	Problématique	Pays/secteur/thématique	Nombre de sociétés	% dans le fonds
<b>Conseil d'administration</b>	Election du directoire	Suède	35	1.6
	Propositions du directoire	US	69	7.6
<b>Egalité de traitement des actionnaires</b>	Double droit de vote	France	12	1.5
	Provisions pour "opt out"	Suisse	7	0.1
	Protection des actionnaires minoritaires	Volkswagen AG	1	0.1
<b>Réforme de gouvernance</b>	Code de conduite	Japon	180	4.1
<b>Corruption</b>	Contrôle des risques de corruption	Plusieurs sociétés	14	2.9
<b>Durabilité</b>	Transition vers une économie avec moins d'émissions de carbone	Compagnies énergétiques et minières	20	2.0
	Intérêt général	Peu d'information	19	1.1
<b>Autres</b>	Evènement particulier	Plusieurs sociétés	34	2.2
	Pollution	Etudes en cours pour observation voire exclusion	3	0.7



Pierre Guthauser

## La caisse de pension de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

*Rencontre avec Pierre Guthauser, gérant de la caisse de pension*

Même si la caisse n'est pas signataire des *Principles for Responsible Investment* des Nations Unies, la nature même de la Croix-Rouge impose *de facto* une cohérence entre les valeurs défendues par l'organisation et le type d'investissements acceptables pour sa caisse de pension.

Ainsi, à côté d'un mandat confié à la Fondation Ethos, la caisse a mis en avant ses propres critères. Ceux-ci se reflètent par exemple dans un investissement immobilier direct sur le Canton de Vaud pour lequel il a été imposé à l'architecte que le bâtiment soit adapté aux personnes âgées ou à mobilité réduite.

Les investissements dans les infrastructures représentent une des autres thématiques du portefeuille, pour laquelle la caisse a fait appel à des sociétés de gestion spécialisées sur ce secteur.

A côté des exclusions évidentes, telles les sociétés du secteur de l'armement, il a également été décidé de bannir les investissements dans le secteur des matières premières, dont les entreprises sont régulièrement impliquées dans des scandales liés – entre autres – au travail des enfants. De même, le choix a été fait de ne pas investir dans la microfinance, les taux d'intérêts pratiqués sur ces prêts à des micro entrepreneurs des pays en développement étant jugés trop élevés.

Les investissements alternatifs (*hedge funds*) ne se retrouvent pas plus dans le portefeuille de la caisse, pour des raisons de manque de transparence. Ou encore les *cat bonds*, car il semblait difficilement conciliable avec

l'éthique de la Croix-Rouge d'envisager des investissements liés à la survenance de catastrophes naturelles.

---

*A long terme, une gestion basée sur les principes ESG produira de meilleurs résultats*

---

A long terme, M. Guthauser est persuadé qu'une gestion basée sur les principes ESG produira de meilleurs résultats qu'une gestion ne les prenant pas en considération. Une vision à long terme, sur 5 à 10 ans, est donc favorable à l'implémentation de tels principes, même si à court terme ceux-ci pourraient parfois peser sur les performances.

Par ailleurs, le gérant de la caisse de pension fait encore remarquer que la gestion ESG est un secteur en plein essor et qu'on assiste donc au développement d'une multitude de produits et d'offres de conseil. Une certaine circonspection est donc de mise afin de séparer les effets de mode des facteurs réellement bénéfiques à plus long terme. **L**

### LA DÉFINITION : INCLUSION FINANCIÈRE

L'inclusion financière – également appelée finance inclusive - représente l'offre de services financiers et bancaires de base à faible coût et de manière responsable pour des personnes en difficultés et exclues des services traditionnels. Les services bancaires représentent aujourd'hui un des éléments indispensables pour être intégré à la société. L'inclusion financière est donc le

pendant de « l'exclusion bancaire » qui est directement liée à l'exclusion sociale. Aujourd'hui l'inclusion financière est devenu un des axes de développement des banques de détails, à côté d'autres acteurs historiques de ce segment tels les coopératives financières ou encore les institutions de microfinance.

Historiquement, c'est le 29 décembre 2003 que Kofi Annan, l'ancien secrétaire général de l'ONU, a fait de l'inclusion financière un des enjeux essentiels du développement. L'ONU a alors défini les grands chantiers de l'inclusion financière comme l'accès à un prix raisonnable à une large gamme de services financiers (épargne, crédit, hypothèques, assurances, pensions, paiements, etc.) proposés par des institutions saines et multiples afin d'offrir un ensemble d'alternatives variées, responsables et bon marché permettant de lutter contre l'exclusion bancaire et financière.

### *L'inclusion financière est un des enjeux essentiels du développement*

Plus récemment, lors du *3rd Geneva Summit on Sustainable Finance*, Tidjane Thiam, CEO du Crédit Suisse, a insisté sur l'importance de développer une finance inclusive dans une vision de long terme. Cette évolution passe par le développement de compétences



Tidjane Thiam lors du 3rd Geneva Summit on Sustainable Finance

spécifiques au niveau de la banque afin d'être en mesure de proposer des produits adaptés tant à ses clients des pays développés (p.ex. à travers des fonds thématiques), qu'à ses clients dans des régions moins développées, tel l'Afrique, un continent pour lequel M. Thiam nourrit de grands espoirs et qu'il voit comme une excellente opportunité de croissance pour sa banque.



Séparer le riz (bio) de la paille: Poosarlapadu dans l'Andhra Pradesh, sud de l'Inde.

### **DÉLICE «VERT», L'INDE S'ÉVEILLE AUX PRODUITS BIOS GRÂCE À UN PIONNIER ENGAGÉ**

*Auteur : responsAbility Investments AG*

Poosarlapadu dans l'Etat d'Andhra Pradesh: ce village indien typique compte 1000 habitants, 376 ménages et 34 paysans. Sur 70 ha, outre des légumineuses et des piments, ceux-ci cultivent du riz. La particularité de ces cultures est qu'elles sont bios.

C'est en 2006 que tout a commencé, Poosarlapadu a été l'un des premiers villages d'Inde à se convertir à la culture bio. Auparavant, la majorité des paysans étaient lourdement endettés et, en cas de mauvaise récolte, ils ne pouvaient pas rembourser les crédits obtenus pour acheter des engrais et des pesticides. C'est alors qu'ils entendirent parler d'un programme qui favorisait une culture sans chimie et traitée uniquement par des substances tirées de plantes qu'ils cultivaient eux-mêmes, sans perte de productivité.

## Un partenaire de distribution apprécié

Paysan de Poosarlapadu et convaincu par la production bio, Kondal Rao est le représentant local de Sresta Natural Bioproducts. Cette entreprise indienne distribue des produits alimentaires issus de l'agriculture biologique en Inde et à l'étranger. Sresta a été fondée en 2004 par Rajashekar Reddy Seelam, surnommé Raj.

Ce dernier, lui-même fils de paysans et ingénieur agronome, a travaillé pendant des années dans la vente de pesticides. Il souhaitait développer une entreprise «qui procure aux fermiers un revenu durable et aux consommateurs, un mode de vie durable également,» selon ses propres mots.

Les paysans apprécient de pouvoir traiter directement avec Sresta: «Autrefois, nous devions vendre notre récolte à des intermédiaires qui gardaient de grandes marges pour eux,» explique Rao. «Aujourd'hui, Sresta vient directement au village et nous paye USD 2 de plus par sac. En même temps, les coûts des engrais et pesticides chimiques ont disparu.» Ce modèle de culture bio a convaincu d'autres producteurs. Tant et si bien qu'ils sont désormais plus de 20 000 répartis sur quinze Etats à livrer à Sresta. Ce pionnier indien du bio les soutient en mettant son savoir-faire à leur disposition, p. ex. un ingénieur agronome pour cent paysans. Celui-ci supervise la conversion en culture bio, les conseille et les aide à obtenir la certification requise.

## Prise graduelle de conscience du bio

Parallèlement à l'extension du réseau de fournisseurs, Sresta investit dans la distribution et la sensibilisation des consommateurs. Aujourd'hui, même si l'entreprise est présente dans toutes les chaînes modernes de distribution, elle continue de s'étendre dans le petit commerce qui vend toujours la quasi-totalité des produits alimentaires en Inde. «Sresta se positionne de manière à ce que ses produits soient abordables au plus grand nombre possible de consommateurs,» selon Raj. «Grâce à l'augmentation continue des volumes, nous pouvons produire à des prix toujours plus avantageux.»

Medchal, près de Hyderabad, est l'un des 25 centres de Sresta qui collectent, trient, transforment et



Medchal: l'un des 25 centres de Sresta, pionnier des produits alimentaires bios d'Inde.

conditionnent les produits alimentaires. Ce travail est assuré par 160 employés, dont cent femmes, sur une surface de près de 2800 m<sup>2</sup>. «Stockage, traitement et emballage adéquats sont impératifs et nécessitent d'investir constamment dans de nouvelles technologies, afin de garantir la qualité de nos produits,» affirme Naresh Kumar, responsable de la fabrique. En même temps, une équipe d'ingénieurs en agro-alimentaire développe de nouvelles idées de produits, comme des mélanges de céréales, des jus de fruits ou des huiles pressées à froid.

---

**«Nous offrons nos produits  
aux prix les plus bas  
possibles, pour qu'ils soient  
abordables pour tous.»**

*Rajashekar Reddy Seelam,  
Fondateur et directeur de Sresta  
Natural Bioproducts Private Limited*

---

Il est prévu de poursuivre le développement du réseau de fournisseurs, de la production et des canaux de distribution, car Sresta enregistre, depuis des années, une croissance de l'ordre de 65% par an. Plus de la moitié du chiffre d'affaires est réalisée aux Etats-Unis et en Europe. Pour financer cette progression fulgurante, Sresta a besoin de fonds de roulement pour couvrir la période entre l'achat de la récolte et sa vente aux commerçants. Selon Raj, il est difficile d'obtenir des crédits pour ce genre d'activité. Pour cette raison, Sresta coopère avec responsAbility Investments AG, un gestionnaire suisse d'actifs, spécialisé dans les investissements servant au développement et qui, à ce titre, finance des entreprises de ce type. **L**



Simon Webber

## LES VILLES INTELLIGENTES

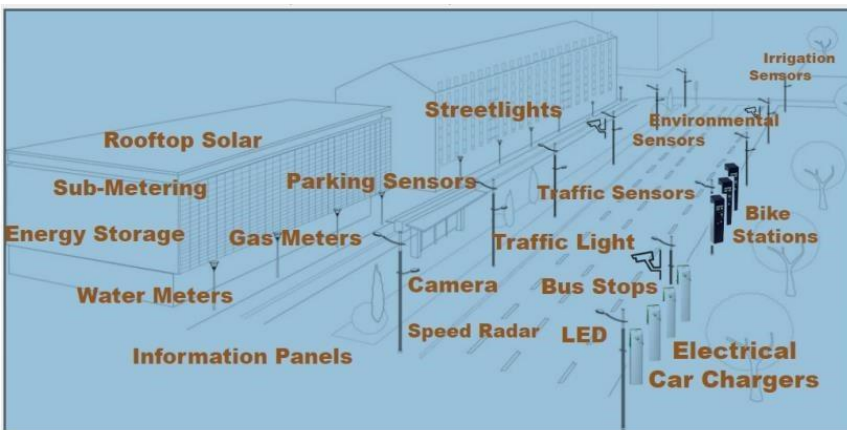
Auteur : Simon Webber, gérant du fonds SISF Global Climate Change Equity chez Schroders

Chaque jour, près de 200 000 personnes au monde décident de s'urbaniser et l'on compte aujourd'hui quelques 33 villes de plus de 10 millions d'habitants. Le rythme rapide de ces évolutions engendre de fortes pressions sur les infrastructures des villes. Mais il crée également des opportunités pour un réaménagement urbain et une croissance innovants.

La gestion efficace du problème qu'est la croissance rapide des villes est un enjeu majeur des considérations liées au réchauffement climatique, car les zones urbaines représentent aujourd'hui environ 70 % de la consommation énergétique mondiale.

Les investissements en infrastructure et en efficacité énergétique sont, à l'échelle urbaine, perçus comme une opportunité importante et intéressante. En Chine et en Inde, les résultats d'une étude mondiale ont révélé que les « villes intelligentes » (*smart cities*) et les villes vertes représentent les premières opportunités commerciales pour ces nations, avant même les énergies renouvelables. De même, si les villes contribuent le plus fortement au réchauffement climatique en tant que premiers foyers de consommation énergétique, ce sont aussi elles qui assumeront la grande majorité des coûts d'adaptation car elles concentrent la plus grande partie de la population. Les responsables politiques ont par conséquent tout intérêt à anticiper au maximum cette évolution.

Une ville intelligente, telle que soutenue avec le plus grand enthousiasme par le premier ministre indien Narendra Modi en juin 2015, est un concept qui s'implante peu à peu dans le monde entier.



Source : Silver Springs Networks ([www.silverspringsnet.com](http://www.silverspringsnet.com))

---

### *L'optimisation des flux devient une priorité pour les infrastructures actuelles*

---

Le concept de ville intelligente consiste à utiliser de nombreuses données et analyses en temps réel pour relier, intégrer et optimiser la gestion des réseaux notamment de transport, d'électricité et de distribution d'eau. Il est matériellement très difficile de modifier un réseau routier ou de distribution d'eau déjà existant dans une ville, et l'optimisation des flux devient par conséquent une priorité pour les infrastructures actuelles. L'aboutissement d'une telle technologie dépend de la disponibilité d'un volume conséquent de données représentatives qui, à leur tour, dépendent d'un réseau de capteurs connectés.

Google Sidewalk Labs, une division d'Alphabet qui cherche à exploiter ses importantes collectes de données et mettre son expertise analytique au profit d'une action civique, et Silver Spring Networks, sont deux exemples d'initiatives prises dans ce domaine. Silver Springs développe et fabrique des capteurs de petite taille destinés aux infrastructures urbaines et qui permettent une communication entre les différents dispositifs à l'aide d'une plateforme logicielle standard propriétaire.

La société a par exemple participé à l'installation d'éclairages publics permettant de régler la luminosité des lampadaires à LED en fonction de certaines conditions, qu'elles soient météorologiques ou relatives aux flux de circulation des voitures ou des piétons.

---

*Les villes intelligentes  
présentent des  
opportunités  
d'investissement à la fois  
hautement pertinentes et  
immédiates.*

---

Nous nous réjouissons de découvrir les opportunités qui se présenteront à cette société (qui a déjà connu un intérêt marqué de la part de villes comme Paris, Copenhague ou Miami) afin d'aider les villes à gérer leurs flux énergétiques et de circulation.

Les villes intelligentes présentent donc des opportunités d'investissement à la fois hautement pertinentes et immédiates. Tandis que la planète poursuit une transition dans la production et le stockage des énergies renouvelables, les économies énergétiques réalisées grâce à une meilleure gestion des pics de consommation et les gains d'efficacité au sein des villes constitueront à court terme l'une des sources d'économie d'énergie les plus grandes et les plus intéressantes au regard de la combinaison d'énergies fossiles et renouvelables actuellement à notre disposition. **L**



Hamish Chamberlayne

## **AUTOMOBILES ET ÉNERGIES : LE FUTUR SERA ÉLECTRIQUE**

*Auteur : Hamish Chamberlayne – Co-gérant ISR du fonds Henderson Global Care Growth*

Hamish Chamberlayne, gérant ISR chez Henderson Global Investors revient sur les innovations technologiques des secteurs du stockage d'énergie et de l'automobile, il nous explique pourquoi « l'électrification » pourrait être l'une des plus importantes innovations de rupture à laquelle ces secteurs n'aient jamais été confrontés.

Que les sociétés bien établies du secteur automobile l'acceptent ou non, le scandale autour de Volkswagen ne pourrait être que le début d'un renforcement des pressions réglementaires pour les véhicules polluants.

En effet, le changement climatique pourrait devenir l'une des problématiques d'investissement les plus importantes de notre époque : le secteur du transport émet, à l'heure actuelle, 23% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ce qui en fait une cible importante des mesures gouvernementales. Ce risque représente une opportunité pour les sociétés pionnières sur le marché des nouvelles technologies énergétiques.

### **Changement de leader au sein du secteur automobile**

Nous sommes convaincus que « l'électrification » deviendra l'une des plus importantes innovations de l'industrie automobile. Les avancées technologiques sur les batteries lithium-ion (Li-ion) vont permettre aux véhicules entièrement électriques de devenir de plus en plus viables pour le conducteur moyen en termes de coûts, d'autonomie (distance parcourue en une seule charge) et d'expérience au volant (peu de bruit, pas d'émissions et plus d'espace intérieur), ce qui pourrait menacer la prédominance des moteurs à combustion et des constructeurs automobiles traditionnels au cours des 10 prochaines années.

Le concurrent le plus intéressant sur le marché est la société californienne Tesla Motors, créée en 2003. Son objectif principal est d'accélérer l'adoption de modes de transports durables en commercialisant tout d'abord des voitures électriques haut de gamme et en s'attaquant, par la suite, à la grande distribution.

Le coût des voitures électriques devient moins élevé notamment grâce au moindre coût des batteries, alors que celui des voitures traditionnelles croît, la législation sur les émissions et sur l'environnement se renforçant. Le coût des batteries de Tesla devraient par ailleurs baisser de 60% au cours des cinq prochaines années.



Tesla Model 3 : la route vers le succès ?

### Tesla et Panasonic: un partenariat puissant

Tesla envisage d'accroître sa production à 500 000 voitures électriques par an d'ici 2020. Afin de s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de batteries, la société s'est associée, avec le géant de l'électronique japonais Panasonic pour mettre en place une 'méga-usine', qui permettra de doubler la production de batteries Li-ion. La société du Nevada, censée commencer l'exploitation commerciale en 2016, sera alimentée par des énergies renouvelables, ce qui lui permettra d'être une usine à bilan énergétique nul. L'achèvement de la 'méga-usine', ainsi que les projets d'expansion de Tesla sur les solutions de stockage énergétique pour les fournisseurs de services publics (réseaux électriques) et le marché domestique, sont une source importante de croissance pour Tesla et Panasonic.

### Efficacité accrue pour les réseaux électriques

L'usage de batteries pour le stockage de l'énergie apparaît de plus en plus attractif, le monde se dirigeant vers une économie à faible teneur en carbone. Le coût des solutions de stockage a été l'un des principaux obstacles par le passé, mais les avancées réalisées en termes de technologie Li-ion et le développement des capacités de production, qui débouchent sur des économies d'échelle, continuent à pousser les prix à la baisse.

Les principaux acheteurs du 'Powerpack' rechargeable de Tesla devraient être d'importantes sociétés industrielles. Le secteur des services publics est l'un des principaux marchés, les solutions de stockage permettant d'utiliser l'énergie déjà générée de façon plus efficace; elles sont plus à même de satisfaire la demande des clients en période de pointe et ne gaspillent pas l'énergie générée lorsque la demande est plus faible.

---

*Tesla est une société intéressante car elle offre de nouvelles solutions de transport durables et promeut le passage à une énergie plus propre*

---

Ce qui rend les batteries Li-ion de Tesla véritablement attractives pour l'industrie c'est leur facilité et rapidité d'installation mais aussi leur petite taille (elles s'adaptent par exemple aux sous-stations existantes sans nécessiter l'achat de nouveaux terrains). Elles s'intègrent parfaitement aux technologies d'énergies renouvelables car elles permettent de réduire les fluctuations associées à la production variable des fermes solaires et éoliennes.

Il n'est pas surprenant, au regard de tous ces bénéfices, qu'Elon Musk, le PDG de Tesla, ait déclaré que les solutions de stockage stationnaire efficaces pourraient conduire à la fermeture de la moitié des usines électriques à travers le monde.



## Impact du changement climatique sur la rentabilité

Tesla est une société intéressante car elle offre de nouvelles solutions de transport durables et promeut le passage à une énergie plus propre. Les risques réglementaires et technologiques associés aux changements climatiques commencent déjà à affecter les rendements et cette tendance devrait se poursuivre comme le montre la montée du cours des sociétés développant des nouvelles technologies, telle que Tesla, et la baisse du cours des industries émettrices de CO<sub>2</sub>, telle que la société minière américaine Peabody Energy (graphique ci-contre).

**Graphique: innovations et risque carbone se font déjà ressentir sur les cours**



L



Alexandre Challand

## DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LE MONDE DU VIN : UN BREF ETAT DES LIEUX

*Auteur : Alexandre Challand, fondateur de Vintage Investments AG*

Comme toute activité humaine, la viticulture et l'œnologie sont à l'origine d'impacts pour l'environnement. La Commission Mondiale pour l'Environnement et le développement de l'ONU a élaboré le concept de développement durable : « Répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire leurs propres besoins ».

Cette logique de développement durable est devenue aujourd'hui un véritable outil de marketing, de communication pour de nombreux pays ainsi qu'un enjeu commercial majeur.

Plus que jamais, le consommateur mondialisé réclame un produit aux multiples facettes : économiquement accessible, qualitatif, sain, sûr et respectueux de l'environnement lors de son élaboration. A la filière vitivinicole de s'adapter !



*Le concept sud-africain d'IPW*

Différentes études ont analysé le positionnement des vignobles européens et ceux du nouveau monde (Afrique du Sud, Australie, Nouvelle Zélande, Californie et Chili), pour lesquels les enjeux liés à l'exploitation privilégient les attentes des consommateurs de plus en plus sensibles à la préservation de l'environnement (Grande-Bretagne, Etats-Unis – le plus grand consommateur au monde – Canada et pays nordiques).

Il en ressort que malgré les différentes approches développées, la plupart des pays anglo-saxons ont établi un processus national uniforme et exigeant qui a le mérite d'être facilement reconnu et qui procure une légitimité, par le biais de standards et de plateformes de communications adaptés au consommateur. A titre d'exemple, en Afrique du Sud, le concept de l'IPW (*Integrated Production of Wine*) a été implémenté et comprend l'ensemble des aspects depuis la production de raisin jusqu'à l'élaboration du vin, tout en respectant l'environnement. Actuellement, 97% de la production en AOC est certifiée par l'IPW et doit porter le logo obligatoire pour l'exportation et assurant de la traçabilité du produit.

---

*Un processus national  
uniforme et exigeant  
procure une légitimité*

---

En Californie (qui se trouve au sein d'un pays qui est le 2ème plus gros pollueur du monde !) a développé dès 2003, le *California Sustainable Winegrowing Alliance*. Un code de viticulture durable et très détaillé (proche des normes ISO 14'000) a été rédigé.

En croissance constante depuis 20 ans, les vins du Nouveau Monde tendent à s'imposer sur ces marchés, grâce non seulement à leur compétitivité, mais aussi en ayant su intégrer les réponses liées aux problématiques de développement durable.

Le point fort de ces pays est d'associer des conditions climatiques favorables et de faibles coûts de production sur des surfaces viticoles gigantesques, à un packaging moderne et une réglementation plus souple. Résultat, leurs exportations explosent dès la fin des années 1990, sur fond d'une mondialisation croissante et d'une « parkerisation » de plus en plus influente, alors que la France des millésimes et de ses 357 appellations d'origine contrôlée (!) présente ses terroirs, au point de perdre le consommateur non-initié pour lequel la notion de viticulture durable est encore floue.

Cette communication en matière de développement durable viti-vinicole a été laissée à l'initiative de groupes de viticulteurs (Label *Terra Vitis* – Vignerons en développement durable) de différentes structures de l'interprofession ou organismes environnementaux au niveau national.

Dans son ensemble, les pays de l'UE, se situent donc plutôt dans des démarches régionales. Actuellement, seules les certifications aux normes ISO sont universelles et de nombreux pays sont toujours en démarche de production intégrée, considérant toutefois l'optimisation de la viticulture comme prioritaire.

En guise de conclusion, il y a une différence structurelle notoire entre l'approche de la problématique de développement durable des vignobles européens et ceux du nouveau monde. Avec au final, le consommateur qui, par ses choix de consommation, influence l'activité des entreprises et leur impact sur l'environnement. **L**



Nicolas Darnauguilhem

## LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS L'ASSIETTE

Rencontre avec Nicolas Darnauguilhem, chef du restaurant « Le Neptune » à Genève

### Qu'est-ce que les concepts de développement durable et socialement responsable évoquent pour vous ?

Le sujet est vaste mais un des axes importants est le partenariat avec des fournisseurs, des agriculteurs et des éleveurs qui favorisent une démarche de travail en harmonie avec la nature. Mais il est aussi important de dynamiser une activité locale ce qui permet d'être véritablement en contact avec ces personnes.

Cette démarche n'aboutit pas forcément avec une labellisation « bio » qui n'est pas obligatoirement la garantie d'un produit qui corresponde à ma démarche. Il s'agit surtout de valoriser la saisonnalité, la proximité et surtout, le travail de l'humain en dehors de la cuisine comme dans celle-ci. L'aboutissement réside dans une transformation de produits frais, cohérents avec notre vision, pour en extraire de nouvelles saveurs ainsi que des plats inventifs.

---

*La recherche continue  
d'une cuisine la plus juste  
possible*

---

### Le concept de « locavore » vous est donc familier ?

Pour moi il s'agit d'une idée totalement intégrée à mon mode de fonctionnement. Pour d'autres c'est « comme la découverte d'un jardin à côté de chez eux ». La proximité et le « consommer » local sont relativement bien compris en Suisse. Mais, pour un restaurateur, le fait d'adhérer à cette idée introduit un problème de logistique. En effet, les producteurs régionaux qui nous intéressent vendent une grande partie de leurs produits directement à une clientèle individuelle. Ce faisant, il est quelquefois compliqué d'obtenir une marchandise spécifique. Le restaurateur mettra donc plus d'énergie et de temps pour satisfaire ses besoins.

Par ailleurs, grâce à ce type de collaboration, les petits producteurs trouveront dans les restaurants qui optent pour cette démarche un représentant emblématique de leur travail.



### Et les vins ?

Pour accompagner ma cuisine il faut des vins à la fois sains et délicieux. Idéalement un vin « sain » est le fruit d'une vigne « propre » mais aussi d'un travail méticuleux du vigneron avec le moins possible d'intrants chimiques. Un jour, peut-être, trouverons-nous un nectar sans aucun composant de synthèse...

« *La recherche continue d'une cuisine la plus juste possible* » est une des devises de Nicolas Darnauguilhem.

**L**

Les avis et opinions exprimés dans cette lettre ne constituent pas des recommandations d'investissement.

Contact et informations

[www.investir-funds.ch](http://www.investir-funds.ch)

[info@investir-funds.ch](mailto:info@investir-funds.ch)

© Parallax Advisors Sàrl